

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

*Paix – Travail – Patrie*

-----  
MINISTRE DES FINANCES

-----  
SECRETARIAT GENERAL

-----  
DIVISION DE LA PREVISION

-----  
CELLULE DES FINANCES PUBLIQUES  
-----



REPUBLIC OF CAMEROON

*Peace – Work – Fatherland*

-----  
MINISTRY OF FINANCE

-----  
GENERAL SECRETARIAT

-----  
DEPARTMENT OF FORECAST

-----  
PUBLIC FINANCE UNIT  
-----

## **EXECUTION BUDGETAIRE A FIN SEPTEMBRE 2020**

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2020, le budget de l'Etat s'est exécuté dans un contexte marqué au plan international par : (i) la relance de l'économie mondiale au troisième trimestre, après les restrictions d'activités et les perturbations économiques causées par la pandémie du COVID-19 au premier semestre, avec notamment le confinement d'une bonne franche de la population mondiale et la mise en veilleuse de la production de bon nombre d'entreprises. Cette relance est soutenue par une forte expansion dans le secteur manufacturier, tandis que le secteur des services montre des signes de faiblesse ; (ii) la deuxième vague d'infections au COVID-19 déclenchée dans plusieurs pays au troisième trimestre, notamment dans la zone euro, ainsi que l'apparition de nouvelles souches du virus. Pour ralentir sa propagation, la plupart des gouvernements ont opté pour la réintroduction des mesures de distanciation sociale, de fermeture des frontières et de confinement des populations ; (iii) les incertitudes liées aux négociations entre l'Union européenne et la Grande-Bretagne pour la conclusion d'un accord commercial post-Brexit ; (iv) la guerre commerciale entre les États-Unis et ses partenaires, qui affecte négativement le commerce international ; (v) les tensions géopolitiques entre les États-Unis et certains grands pays exportateurs de pétrole, notamment l'Iran et le Venezuela, sur fond de sanctions économiques.

Au plan national, le contexte d'exécution du budget est marqué par : (i) la tenue en juillet 2020 du deuxième débat d'orientation budgétaire entre le Gouvernement et le Parlement, à l'issue duquel la politique d'import-substitution, la transformation locale des produits, et la consolidation budgétaire ont été retenues, entre autres, comme orientations du triennat 2021-2023 ; (ii) la préparation du budget 2021, déclenchée par la signature en juillet 2020 de la circulaire présidentielle y afférente, qui prévoit un retour à la croissance en 2021 et met en exergue la nécessité de prendre en compte la mise en œuvre du plan globale de riposte contre la pandémie du COVID-19 ; (iv) l'adoption d'une loi de finances rectificative suite aux effets néfastes de la pandémie du COVID-19 sur les recettes budgétaires, et la création d'un Compte d'Affectation Spéciale (CAS) dédié aux opérations de riposte contre cette pandémie ; (v) les décaissements exceptionnels des partenaires au développement en appui au financement du plan global de riposte contre le coronavirus ; (v) la persistance des crises sécuritaires ; (vi) la chute des cours du pétrole en deçà des 54,4 dollars le baril retenus dans les hypothèses de la loi de finances initiale.

S'agissant des cours moyens des principaux produits exportés sur la période janvier-septembre 2020 par rapport à la même période de 2019, ils sont en baisse pour le pétrole, le coton, le caoutchouc, et le café robusta. Par contre, les cours du cacao, du café arabica, de l'huile de palme, de l'aluminium et des bois tropicaux sont en hausse. En effet, le cours moyen du pétrole brut chute de 36,7% en glissement annuel pour s'établir à 40,9 dollars le baril. Ceux du caoutchouc, du coton, et du café robusta diminuent de